

Pierre Jacquemot

SE NOURRIR, **le défi de l'Afrique**



KARTHALA

Nourrir deux milliards et demi d'Africains en 2050 revient à résoudre une équation complexe : comment répondre à une demande alimentaire en hausse, sous la contrainte d'un climat dérégulé, sur des terres souvent dégradées, tout en préservant l'environnement et sans accroître la dépendance aux importations ? La réponse oblige à la réinvention des politiques agricoles et alimentaires. Produire plus intensément sera incontournable. Cela se fera avec des techniques nouvelles dont le foisonnement est déjà impressionnant, que celles-ci portent sur des itinéraires agroécologiques ou sur la transformation des produits pour favoriser le « consommer local » en produits nutritifs et sains. L'inclusion des savoirs paysans, valorisés par l'intelligence collective, est une des clés du succès. La révolution digitale, en marche, en est une autre. Un spectre large d'innovations est ouvert.

Les mutations de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche seront largement guidées par l'essor des villes. L'échelon régional sera aussi pertinent pour penser l'avenir. Les leviers d'action de cette transformation structurelle sont à la portée des gouvernants africains. Pour peu qu'ils laissent se déployer la multitude d'initiatives et qu'ils facilitent leur floraison, avec au premier rang les femmes en quête d'autonomie et les jeunes en quête d'intégration.

*Diplomate et universitaire, président d'honneur du Groupe Initiatives, expert à la Fondation Jean Jaurès et conférencier à l'Institut d'Études Politiques de Paris, **Pierre Jacquemot** a été en poste successivement au Sénégal, en Algérie, au Burkina Faso, au Cameroun, au Kenya, au Ghana et en République démocratique du Congo.*

**SE NOURRIR,
LE DÉFI DE L'AFRIQUE**

KARTHALA sur internet :
www.karthala.com
(paiement sécurisé)

Couverture : Makola market (Accra) aquarelle de Pierre Jacquemot

Éditions Karthala, 2024
ISBN : 978-2-38409-195-9

Pierre JACQUEMOT

Se nourrir, le défi de l'Afrique

**Éditions Karthala
22-24, boulevard Arago
75013 Paris**

DU MÊME AUTEUR

- Le capitalisme d'État algérien*, Paris, éd. Maspero, 1977 (avec Marc Raffinot)
- Économie et sociologie du Tiers-Monde, un guide bibliographique et documentaire*, Paris, L'Harmattan, coll. « Bibliothèque du développement », 1981 (avec Elsa Assidon, Karima Dekhli et Marc Raffinot)
- Le Mali, le paysan et l'État*, Paris, l'Harmattan, 1981 (avec M. C. Cissé, M. N. Traoré, K. Dembélé et Y. G. Kébé)
- Accumulation et développement, dix études sur les économies du Tiers-Monde*, Paris, l'Harmattan, coll. « Bibliothèque du développement », 1985, (avec Marc Raffinot).
- Politiques de change et ajustement en Afrique*, ministère de la Coopération et du Développement, Documentation française, 1989 (avec Elsa Assidon et Adrien Honvo-Akanni).
- La firme multinationale, une introduction économique*, Paris, Economica, 1990.
- La nouvelle politique économique en Afrique noire*, Edicef, Aupelf-Uref, 1993, (avec Marc Raffinot).
- Le Kenya*, Paris, éd. Le Manuscrit, 2004.
- Économie politique de l'Afrique contemporaine*, Armand Colin, collection U, 2013 (préface d'Abdou Diouf).
- La responsabilité sociale et environnementale des entreprises françaises en Afrique, enjeux, pratiques et recommandations*, Conseil français des investisseurs en Afrique, 2013 (avec Ann-Katrin Dolium).
- Chroniques africaines, Kenya, Ghana, RD Congo*, 2012, l'Harmattan, coll. « écrire l'Afrique », 2015.
- L'Afrique des possibles, les défis de l'émergence*, Karthala, 2016.
- L'écologie*, éd. Sciences humaines, coll. « les mots pour comprendre », 2020.
- Élection et démocratie en Afrique (1960-2020)*, édition Fondation Jean-Jaurès, 2020.
- Souverainetés agricole et alimentaire en Afrique : la reconquête*, L'Harmattan, 2021.
- Dictionnaire encyclopédique du développement durable*, éditions Sciences humaines, 3^e édition, 2021, 903 p.
- Afrique. La démocratie à l'épreuve*, Fondation Jean-Jaurès, éditions l'aube, 2022.

Acronymes

AAA	Adaptation of African Agriculture to Climate Change
AATF	African Agricultural Technological Foundation
ABN	Autorité du Bassin du Niger
ACMAD	Centre africain des applications météorologiques pour le développement
AFSA	Alliance pour la souveraineté alimentaire en Afrique
AGIR	Alliance globale pour les initiatives de résilience
AGNES	Africa Group of Negotiators Experts Support
AGRA	Alliance for the green revolution in Africa
AGRISUD	International Entreprendre contre la pauvreté
APAC	Aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire
APESS	Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en Savane
APPD	Accords de partenariat de pêche durable
ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (FIDA)
ASARECA	Association for Strengthening Agricultural Research in Eastern and Central Africa
ASIWA	Alliance for Seed Industry in West Africa
ASPL	Alimentation scolaire liée à la production locale
AVSF	Agronomes et vétérinaires sans frontières
BAD	Banque africaine de développement
CAMPFIRE	Communal Resources Management Programme for Indigenous Resources
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
CGIAR	Consultative Group on International Agricultural Research
CILSS	Comité InterEtat pour la lutte contre la sécheresse au Sahel
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
COMESA	Common Market for Eastern and Southern Africa
CORAF	Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricole
COV	Certificat d'obtention végétale
CRFS	City-Region Food System
CSAO	Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
CSUD	Coordination Solidarité Urgence Développement
CTA	Centre technique pour la coopération agricole et rurale culture

DHS	Distinction, homogénéité et stabilité
EEE	Espèces exotiques envahissantes
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAOSTAT	Statistiques de la FAO sur l'alimentation et l'agriculture
FARA	Forum for Agricultural Research in Africa
FFI	Food Fortification Initiative
FIDA	Fonds international de développement agricole
FVC	Fonds vert pour le climat
GACSA	Global Alliance for Climate-Smart Agriculture
GAIN	Global Alliance for Improved Nutrition
GHI	Global Hunger Index
GIRE	Gestion intégrée des ressources en eau
GRET	Professionnels du développement solidaire
ICARDA	International for Agricultural Research in Dry Areas ICRAF World Agroforestry Centre
ICRISAT	International Crops Research Institute for the Semi-Arid
IMF	Institution de microfinances
IFPRI	International Food Policy Research Institute
IITA	International Institute of Tropical Agriculture
ILRI	International Livestock Research Institute
INN	Pêche illégale, non déclarée et non réglementée
IRAM	Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de Développement
IRD	Institut de recherche pour le développement
ISAAA	The International Service for the Acquisition of Agri-biotech Applications
NASAN	Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
ODD	Objectifs de développement durable
OGM	Organismes génétiquement modifiés
OMVS	Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal
PAM	Programme alimentaire mondial
PDDA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique
PSEAU	Programme solidarité eau PTF Partenaires techniques et financiers
RAPEA	Réseau africain pour la promotion de l'entrepreneuriat agricole
RCPA	Réseau de prévention des crises alimentaires
ROPPA	Réseau des organisations paysannes et des producteurs d'Afrique de l'Ouest
RTP	Racines, tubercules et plantains
SADC	Southern African Development Community
SAT	Système alimentaire territorialisé

SIM	Systèmes d'information sur les marchés
SMIAR	Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture
SRAN	Stratégie régionale africaine de nutrition
UPF	Ultra processed food
ZLECAf	Zone de libre-échange continentale africaine

Introduction

La pauvreté, davantage que le manque de nourriture, est la cause fondamentale de l'insécurité alimentaire en Afrique. Elle s'est aggravée depuis 2020 sous l'effet d'événements qui ont annulé deux décennies de progrès et révélé les grandes vulnérabilités des systèmes nationaux de réponses aux situations critiques.

Pendant deux ans, la pandémie de Covid-19 et les mesures de restriction de la mobilité qui ont été adoptées ont mis en évidence les graves défaillances dans la connexion entre la production locale et l'aval des chaînes de valeur, jusqu'à la consommation des plus précaires.

Lors du déclenchement de la tentative d'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, la quasi-totalité des pays africains (46 sur 54) était des importateurs nets de produits alimentaires. La dépendance aux importations céréalières était supérieure à 40 %, et pour la moitié d'entre eux en provenance largement de Russie et d'Ukraine. Les prix des céréales se sont envolés, créant de sévères difficultés parmi les grands consommateurs et faibles producteurs : Éthiopie, Soudan, Nigeria, Sénégal, Côte d'Ivoire, Congo, Gabon, Botswana... L'augmentation du prix des engrais a aussi fait peser une grave menace pour la sécurité alimentaire.

Le défi pour le futur demeure le même qu'avant ces drames. En 2023, on estimait que 342 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire grave, ce qui signifie qu'elles n'avaient pas accès à une alimentation adéquate¹. D'ici 2050, 60 % de l'augmentation de la population mondiale se fera en Afrique et ce continent sera le seul dont la population rurale aura poursuivi sa croissance (+ 35 %). En 2050, l'Afrique devra satisfaire une demande alimentaire qui sera plus du double de ce qu'elle est aujourd'hui. Pour relever ce défi, le concept de *souveraineté alimentaire* est mis en avant dans la grande majorité des pays. Les chefs d'État africains en font la pierre angulaire de la stratégie de l'Union africaine, comme dans leur « Déclaration de Dakar sur la souveraineté alimentaire et la résilience » du 27 janvier 2023. Le droit inaliénable à la souveraineté alimentaire figure dans les Constitutions de l'Égypte et du Niger, dans des textes législatifs du Burkina Faso, du Cap-Vert, du Mali, du Sénégal, dans la « Déclaration des Nations unies sur le droit des paysans et paysannes et autres personnes travaillant dans les zones rurales », dans les textes de la FAO, de la Banque mondiale...

1. FAO, CEA, CUA et PAM. 2023. *Afrique – Aperçu régional de la sécurité alimentaire et de la nutrition 2023 : Statistiques et tendances*, Rome.

La souveraineté alimentaire englobe la notion de *sécurité alimentaire* qui met en avant l'accès, la disponibilité et la qualité de la nourriture, et lui donne une dimension opérationnelle de plus grande envergure (comment y parvenir), territoriale (si possible partout dans le pays ou la région), politique (sur une base indépendante) et juridique (avec un droit pour tous).

La revendication pour la souveraineté alimentaire se place sur le terrain de la conquête de la couverture des besoins alimentaires et nutritionnels par des ressources locales, nationales et régionales. Derrière elle siège l'idée de la transformation structurelle des systèmes agricoles et alimentaires. Elle englobe donc toutes les activités essentielles, de la fourniture des intrants à la production de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage, jusqu'à la vente au détail et à la consommation de denrées alimentaires saines et de qualité. Elle accompagne la « transition nutritionnelle » associée à la croissance des villes et aux changements de comportements alimentaires.

Elle ne pourra pas être obtenue sans faire dévier hors de son sillon la trajectoire agricole tracée en Afrique depuis des décennies. Il faudra une disruption des pratiques de gestion de l'eau, des sols, des semences, des nutriments et des autres ressources pour intensifier la production et stimuler les facultés d'adaptation de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage.

Afin de contribuer à cette réflexion, ce livre s'organise autour de plusieurs questions :

- Quelles sont les tendances lourdes susceptibles de se prolonger et qui vont façonner l'avenir des systèmes alimentaires ?

- Quels sont les germes de changement susceptibles d'infléchir ces tendances ?

- Quels sont les agents potentiellement les plus dynamiques, susceptibles de porter la transformation nécessaire ?

- Avec quelles options agronomiques, techniques et financières ?

- Avec quelles réponses aux enjeux démographiques et spatiaux, notamment ceux et celles associés à l'urbanisation ?

- Avec quels leviers d'action pour atténuer les vulnérabilités aux divers chocs (climatique, sanitaire, sécuritaire...) que les systèmes alimentaires subiront ?

Une précaution s'impose sur la base d'une réalité : l'Afrique est plurielle. Les Afriques doit-on dire. Tous les acteurs et actrices ne sont pas enfermés de la même manière dans le jeu des contraintes de leur écosystème et insérés de façon identique dans le système marchand. Il n'y a rien de comparable entre l'Afrique de l'arganier et de l'olivier du Maroc, l'Afrique des greniers et de la *daba* du Burkina Faso, l'Afrique des bananiers et des euphorbes des Grands Lacs, l'Afrique des larges plaines irriguées d'Égypte ou celle des rizicultures étagées malgaches... Sur ce constat de la diversité, l'analyse des systèmes agricoles et de la pauvreté proposée par la FAO et la Banque mondiale se concentre sur la dotation en ressources et la dotation en services (services essentiels, accès aux

marchés) pour déboucher sur l'existence de pas moins de quinze grands systèmes différents en Afrique subsaharienne et huit systèmes en Afrique du Nord. Chacun de ces systèmes comprend des millions de ménages agricoles avec des niveaux contrastés de ressources, d'accès aux services et de stratégies d'adaptation.

Devant des réalités si bigarrées et si complexes, la démarche que nous suggérons est de mettre en valeur l'hétérogénéité et les richesses des pratiques, le caractère multiple et parfois paradoxal des logiques qui président à l'action des acteurs et actrices, même si l'exercice de synthèse oblige parfois à une certaine forme de généralisation.

Ce livre doit beaucoup à la collaboration avec le site Willagri, aux échanges avec les membres Groupe initiatives (Agrisud, Apdra, Avsf, Ciedel, Craterre, Essor, Grdr, ID-Initiative Développement, IRAM, InterAide, Geres, Gret, Le Partenariat, Sèves, Solthis) et au sein de l'Observatoire de l'Afrique subsaharienne de la Fondation Jean-Jaurès.

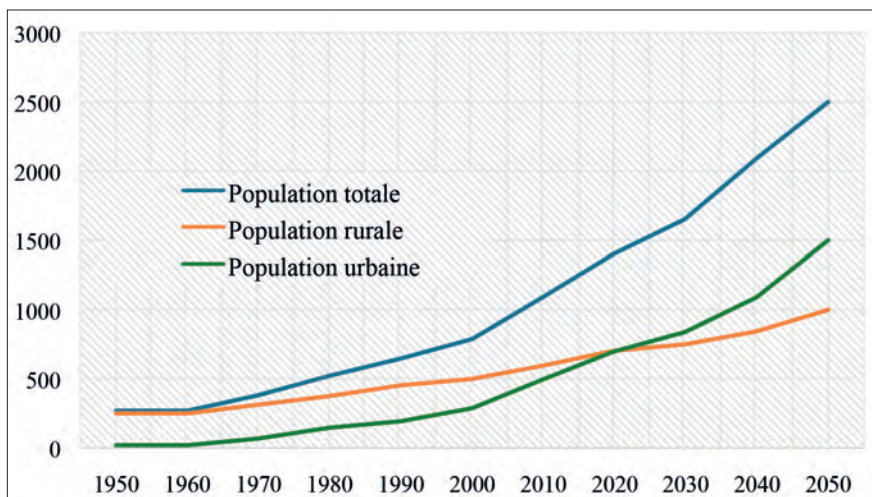
1

Des tendances adverses

L'Afrique est confrontée à un défi démographique majeur. Selon les projections des Nations unies, le continent devrait doubler sa population d'ici à 2050, passant de 1,2 milliard d'habitants aujourd'hui à près de 2,5 milliards en 2050. Ces chiffres cachent des situations très différentes. Certains pays ont opéré leur transition démographique comme le Maroc et la Tunisie dans les années 1960, l'Algérie, l'Afrique du Sud ou le Rwanda ensuite. Mais d'autres populations connaîtront dans les décennies à venir une progression importante de leur population, comme au Nigeria, au Sahel, en Somalie ou en République démocratique du Congo.

La dynamique démographique remodelera l'organisation du peuplement, avec une croissance des villes, offrant des débouchés pour les producteurs et productrices. Pour autant, et il s'agit là d'une exception africaine, la population rurale continuera de croître en valeur absolue, puisqu'elle comptera environ 250 millions de personnes supplémentaires.

Graphique 1. *Tendances démographiques en Afrique (1950-2050)*



(Source : UNDESA, *World Population Prospects*).

En réalité, comme nous le verrons au chapitre 10, avec la densification des milieux, les limites entre le rural et l'urbain vont se brouiller. Déjà de nouveaux territoires ont émergé à la périphérie des métropoles et des axes routiers, reliant les capitales à un chapelet de petites villes. Des migrations de grande ampleur sont à attendre de cette croissance démographique exceptionnelle et des inégalités spatiales de développement qui se creuseront.

Quels sont les changements, lents, mais primordiaux, qui peuvent fondamentalement affecter les conditions, les résultats et le comportement des systèmes alimentaires ? Certaines tendances sont inévitables ; d'autres pourront activer des effets à moyen terme à la fois positifs et négatifs.

Une insécurité alimentaire qui affecte un quart des Africains

Les bouleversements actuels rencontrés sur les marchés agricoles ne sont pas la seule raison des vulnérabilités qui affectent négativement tous les systèmes alimentaires africains. La précarité des ménages urbains et ruraux et les impacts du dérèglement climatique sont autant d'éléments de nature structurelle qui d'ailleurs préexistaient à la pandémie de Covid-19 et à la guerre en Ukraine.

Violences liées aux luttes pour le contrôle des ressources naturelles, insécurité inhérente à l'extrémisme religieux et aux trafics en tout genre, déplacement forcé de populations... sont autant de facteurs aggravants : entre 2015 et 2020, la prévalence de la sous-alimentation a augmenté de 28 % dans les pays africains présentant des conflits de forte intensité contre une progression de 4 % dans les pays à conflits de faible intensité et de 6 % dans les autres². Or le continent connaissait en 2024 une quinzaine de conflits armés, notamment en République démocratique du Congo, au Cameroun, en Éthiopie, en Libye, au Mozambique, au Mali, au Burkina Faso et au Soudan où les forces gouvernementales ou des groupes armés non étatiques ont été impliqués dans des abus à l'encontre de civils.

La proportion de la population qui souffre de la faim est bien plus importante en Afrique que dans les autres régions du monde – près de 20 %, contre 8,5 % en Asie, 6,5 % en Amérique latine et dans les Antilles et 7,0 % en Océanie selon la FAO (2023). Après une période d'amélioration entre 2000 et 2013, la situation s'est par la suite progressivement aggravée. En 2023, environ 342 millions d'Africains, soit près d'un quart de la population, souffraient d'insécurité alimentaire grave, et 526 millions

2. Faivre-Dupaigre B. et Bio Goura Soulé B. G., 2024. L'insécurité alimentaire en Afrique, *In* Agence française de développement, *L'économie africaine 2023*, La Découverte, p. 54.

supplémentaires par des formes modérées, pour une population de plus de 1,2 milliard de personnes sur le continent.

Tableau 1. *Nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave (en millions)*³

	2015	2017	2019	2020	2021	2022
Afrique	544,8	695,0	695,0	761,7	834,5	868,3
Afrique australe	13,8	14,3	14,7	16,6	16,8	17,8
Afrique centrale	n. d.	n. d.	n. d.	129,4	143,5	153,7
Afrique de l'Est	223,5	267,9	277,9	298,8	308,2	327,4
Afrique de l'Ouest	142,7	174,5	205,7	240,8	279,1	285,1
Afrique du Nord	59,9	78,8	71,2	75,9	86,9	84,3

(Source : FAO. 2023. Série d'indicateurs de sécurité alimentaire, dans : FAOSTAT, Rome.

Les indicateurs d'insécurité alimentaire sont établis à partir d'enquêtes de ménages afin de déceler des périodes de restriction ou de privation de nourriture, allant jusqu'à mettre en péril la santé des personnes. L'insécurité *modérée* se manifeste par des repas sautés ou des quantités ingérées réduites en raison d'un manque de ressources, alors que l'insécurité *grave* se traduit par des journées entières sans manger faute de réserves alimentaires.

Les données proviennent des institutions internationales (Banque mondiale, FAO, PAM, FIDA) et régionales (BAD) et sont confortées par les principaux indicateurs disponibles : le *Global Food Security Index* de The Economist Intelligence Unit, le *Food Systems Index* de l'Université de Wageningen, le *NGI Food System Index* de New Growth Initiative et le *Food Systems Dashboard and Typology* de GAIN et l'Université Johns Hopkins.

À l'initiative de la FAO et du Centre de recherche pour le développement (ZEF, rattaché à l'université de Bonn), 70 chercheurs ont passé au crible la littérature scientifique existante – des milliers d'articles ont notamment été scannés par une intelligence artificielle avant de passer au filtre de l'analyse et identifié les principaux leviers d'action pour améliorer la sécurité alimentaire de façon durable⁴. Les informations du rapport SOFI (*State of Food Security and Nutrition*) de la FAO sont fort utiles. Sur le continent, le coût moyen de ce régime dépasse la dépense

3. Source : FAO, CEA, CUA et PAM. 2023, *ibid.*, p. 9.

4. FAO, 2023. *The State of Food Security and Nutrition in the World 2023. Urbanization, agrifood systems transformation and healthy diets across the rural-urban continuum*, Rome, FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS, Rome.

alimentaire moyenne (3,87 dollars). Certains pays affichent, pour ce régime, un coût bien plus disproportionné par rapport à leurs dépenses alimentaires moyennes. Au Burundi, au Liberia, au Niger et au Togo, en particulier, ce coût est 4 à 7 fois supérieur aux dépenses alimentaires. Alors qu'une alimentation saine est abordable en Afrique du Nord, elle ne l'est pas dans trois sous-régions de l'Afrique subsaharienne (Afrique de l'Est, Afrique centrale et Afrique de l'Ouest). Ce régime est abordable en Afrique australe, où il représente 92 % des dépenses alimentaires moyennes. Outre le prix élevé des régimes les plus sains, le rapport SOFI signale également les inégalités dans la disponibilité des différentes catégories d'aliments les plus nutritifs.

Événements à l'origine des crises alimentaires

Événements liés aux risques naturels : catastrophes localisées (inondations, sécheresses, attaques de criquets), entraînant la population dans des situations de dépendance temporaire, mais aiguë.

Événements sanitaires : catastrophes sanitaires (Ebola, Covid-19, grippe aviaire), dont la gestion a un impact sur la production et la commercialisation.

Événements liés aux prix : hausses brutales de prix sur les marchés ou des ruptures d'approvisionnement des marchés, quelles qu'en soient les causes (déficit localisé ou généralisé de production, tensions politiques, comportement des opérateurs, achats paniques) ; fortes variations de prix sur les marchés internationaux ;

Événements « politiques » induits par les crises sociopolitiques et les conflits ; insécurité entravant la mobilité ou provoquant au contraire des déplacements forcés.

Les héritages de l'extraversion coloniale qui ont poussé certains pays à s'engager dans des cultures intensives destinées à l'exportation (coton, café, cacao, thé, hévéa, huile de palme) aux dépens des besoins alimentaires des populations ont une responsabilité écrasante. Se combinent désormais plusieurs facteurs : sécheresses, inondations, épidémies acri-diennes, instabilité des marchés internationaux et régionaux, conflits et insécurité physique des populations, sans compter le manque d'investissement dans les filières locales, notamment pour se prémunir contre ces risques. Les choix politiques post-indépendance n'ont pas donné la priorité à l'agriculture vivrière.

Derrière les événements dramatiques se cache la principale cause de la mauvaise alimentation, en Afrique, comme d'ailleurs dans le reste du monde, à savoir la pauvreté. Les ménages pauvres qui achètent leur nourriture, en particulier dans les villes, doivent y faire face à un coût de l'alimentation saine (*Cost of a Healthy Diet [CoHD]*) particulièrement élevé. Il est de 3,57 dollars par personne et par jour (sur la base d'une

consommation de 2 330 kcal/jour assurant l'équilibre énergétique d'une personne représentative); ce qui est bien plus élevé que le seuil de l'extrême pauvreté de 2,15 dollars par personne et par jour. Cela signifie que non seulement les pauvres, mais aussi une grande partie des personnes définies comme non pauvres n'ont pas les moyens de s'offrir une alimentation saine⁵. Les fruits, les légumes, les légumineuses, les fruits à coques et graines et les aliments d'origine animale représentent la plus grande part du coût total d'une alimentation nutritive et saine. Ils sont relativement chers comparés aux aliments de base tels que les céréales et les féculents (igname, manioc, patate douce...). Par ailleurs, la diffusion des aliments transformés progresse rapidement dans les zones urbaines. L'attention accordée à la quantité (la « faim ») doit donc être complétée par une approche prenant aussi en considération la diversité et la valeur nutritionnelle de l'alimentation.

La malnutrition, le triple fardeau

Le triple fardeau de la malnutrition, regroupant aussi bien la sous-nutrition, les carences nutritionnelles et le surpoids, s'avère être dans les villes un problème à la fois économique, social et politique.

La prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans était sur le continent de 30 % en 2022. Elle reste élevée malgré les améliorations réalisées au cours des 20 dernières années. La tendance à l'émaciation, une forme de malnutrition dans laquelle un enfant est trop maigre pour sa taille, était relativement élevée dans toutes les sous-régions, à l'exception de l'Afrique australe. L'anémie désigne quant à elle un faible taux d'hémoglobine dans le sang. Sa prévalence chez les femmes adultes restait élevée en Afrique, supérieure à l'estimation mondiale, et particulièrement en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

Poids insuffisant, retard de croissance, fréquences des maladies... la malnutrition par carence survient quand l'apport en vitamines et en minéraux ou en oligo-éléments (comme la vitamine A, le zinc, l'iode ou le fer) ne suffit pas à assurer une bonne santé et un bon développement.

Les facteurs de carence sont multiples : mauvaise alimentation, besoins en micronutriments non satisfaits pendant certaines périodes de la vie comme la grossesse ou l'allaitement, déficit en protéines, lipides, vitamines ou encore problèmes de santé (maladies, infections, parasites). L'allaitement maternel exclusif chez les nourrissons jusqu'à six mois, qui a un impact démontré sur son état nutritionnel, dépend de la compréhension et du choix des familles. Il en est de même concernant la répartition intrafamiliale des plats préparés pour les repas, les priorités d'achat de biens de consommation, le recours à des aliments de complément, etc.

5. FAO, 2023, *ibid.*, p. 39.

Si l'enfant est mal nourrie, ses défenses immunitaires se fragilisent et le rendent plus sensible à la maladie qui accroît à son tour les effets de la malnutrition, et l'emporte dans un cercle vicieux. La faible diversité des régimes alimentaires est souvent préoccupante. Moins d'une adolescente sur cinq bénéficie d'une diversité alimentaire minimale au Burkina Faso et au Niger. Dans ces deux pays, ainsi qu'au Mali, une femme sur deux est atteinte d'anémie et au moins un tiers des enfants de moins de 5 ans souffre de malnutrition chronique⁶.

L'étude du Gret réalisée sur Ouagadougou, Niamey et Bamako montre comment les achats et la consommation alimentaires sont structurés par un ensemble de pratiques et de normes socioculturelles partagées dans les grandes villes du Sahel⁷. Elle donne également à voir comment la combinaison de ces pratiques et normes constitue un terrain favorable à la malnutrition. L'alimentation des nourrissons entre la naissance et 6 mois respecte rarement les recommandations sanitaires qui préconisent un allaitement maternel exclusif (AME). Les nourrissons reçoivent souvent des boissons dès les premiers jours de leur vie. Dans les trois capitales, la bouillie est généralement le premier aliment semi-solide donné à l'enfant et l'aliment de prédilection de l'enfant entre 6 mois et un an. Il peut s'agir d'une bouillie maison, d'une bouillie prête à consommer achetée dans le quartier ou d'une bouillie préparée avec des farines infantiles du commerce (fortifiées ou non, importées ou non). La consommation de bouillie se poursuit souvent après l'âge de deux ans avec une farine locale non fortifiée relativement bon marché achetée dans le quartier. Quant aux femmes, dans les trois capitales, elles sont souvent en risque de surpoids. Elles font peu d'activité physique et apprécient le grignotage en dehors des repas.

Plusieurs pays appartiennent à des régions où l'émaciation infantile est chroniquement supérieure au seuil dit « critique » de 15 %. En Somalie, chaque minute, un enfant était en 2023 admis en soin intensif pour malnutrition. Au Sahel, les zones les plus affectées sont le bassin du lac Tchad et les zones frontalières du Liptako-Gourma (Burkina Faso, Mali et Niger). Dans ces trois pays, une femme en âge de procréer sur deux est actuellement atteinte d'anémie. Beaucoup d'enfants sont, ainsi, probablement en situation de malnutrition chronique avant même de voir le jour. Au moins un tiers des enfants de moins de 5 ans présente des prévalences de maigreur élevée. La situation apparaît encore plus préoccupante pour le retard de croissance qui touche de 15 à 45 % des enfants de moins de 5 ans, avec des prévalences très élevées pour sept pays (Bénin, Éthiopie, Guinée, Niger, Nigeria, Soudan et Tchad).

6. Owolade, A. J., Abdullateef, R. O., Adesola, R. O., & Olaloye, E. D., 2022. Malnutrition : An underlying health condition faced in sub-Saharan Africa : Challenges and recommendations, *Annals of Medicine and Surgery*, n° 82.

7. Bichard A. 2022. *Se nourrir en ville au Sahel. Etude des pratiques d'alimentation des femmes et jeunes enfants à Ouagadougou, Niamey et Bamako*, Éd. du Gret.

Les conflits étaient toujours en 2024 une des causes de ce drame sournois au Cameroun (régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest), au Tchad (Tibesti), dans les États du Centre-Nord, du Nord-Ouest et du Sud du Nigeria. De graves situations se rencontrent aussi au Burundi, en Érythrée, en Éthiopie, à Madagascar, en RD Congo et en Somalie où la moitié de la population est victime de malnutrition. Seuls des pays, comme le Gabon et le Sénégal, enregistrent des taux inférieurs à 20 %.

Près des trois quarts de la population africaine n'ont pas les moyens de s'offrir un régime alimentaire adéquat sur le plan nutritionnel, c'est-à-dire un mélange de glucides, de protéines, de graisses et de vitamines et minéraux essentiels au maintien d'une santé de base. L'une des raisons tient au fait que les Africains sont confrontés à des coûts alimentaires parmi les plus élevés par rapport à d'autres régions ayant un niveau de développement similaire. Les aliments nutritifs, tels que les fruits, les légumes et les protéines animales, sont relativement coûteux par rapport aux produits de base comme les céréales et les racines amylacées et certaines des raisons de cette situation sont systémiques. Même un régime alimentaire qui fournit un minimum d'énergie – et peu d'autres choses – est hors de portée pour plus de 10 % de la population du continent. Cela étant dit, certaines idées reçues doivent être contestées. Faire partie des catégories socio-économiques les plus élevées ne protège pas forcément de la malnutrition puisqu'il s'agit d'une question de qualité. Cela se vérifie par exemple en Éthiopie et à Madagascar. L'introduction trop précoce d'une alimentation non adéquate (tirée du plat familial par exemple) complémentaire à l'allaitement maternel peut avoir des effets très péjoratifs sur le développement de l'enfant avant deux ans. Enfin, une amélioration de la production agricole n'implique pas systématiquement une amélioration nutritionnelle, surtout si le travail des champs accapare le temps des femmes et les détourne du soin des enfants (paradoxe dit de Sikasso). Il en est de même pour les éleveurs entrés dans la commercialisation qui ont vu leurs revenus augmenter, mais la situation nutritionnelle de leurs enfants s'est dégradée.

La malnutrition est par nature multidimensionnelle, l'état nutritionnel des enfants étant déterminé au premier chef par la pauvreté des ménages, qui ne parviennent pas à accéder à une alimentation saine, abordable et diversifiée, par une prévalence élevée des maladies infantiles, un déficit de soins compétents de la mère, un accès insuffisant aux services sociaux de base, notamment à l'eau potable et à l'assainissement⁸.

8. La difficulté d'agir sur les causes de la malnutrition des enfants tient au fait qu'elle n'est pas toujours perçue comme résultant d'une carence alimentaire. Le traitement n'implique donc pas le recours aux structures sanitaires. Ainsi au Sud-Cameroun, elle serait associée à l'*adjap*, causée par des rapports sexuels entretenus trop tôt après l'accouchement de la mère, une transgression aux codes sociaux. La même représentation populaire régnait il y a peu dans la région de Bobo Dioulasso au Burkina Faso avec le *sogo* qui renvoie à l'amaigrissement et à la déshydratation de l'enfant, transmis par la mère pendant la grossesse et qui trouve son origine dans la sexualité mais également dans

Au cours des dernières décennies, l'obésité est venue s'ajouter aux niveaux élevés de retard de croissance et d'émaciation chez les enfants.

Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le surpoids et l'obésité s'installent durablement dans de nombreux pays (Botswana, Gabon, Eswatini, Lesotho, Île Maurice, Namibie, Seychelles et Afrique du Sud). La Mauritanie et, surtout, l'Algérie détiennent le record continental du nombre de personnes obèses. Les femmes sont deux fois plus touchées que les hommes. Si les tendances continuent ainsi, l'obésité touchera bientôt une part plus importante que la sous-alimentation dans certains pays. Le lien est établi entre la consommation excessive d'aliments ultra-transformés et le risque accru de surpoids⁹. La « malbouffe » s'installe aussi dans les campagnes, où les produits vendus en ville ont fait leur apparition : boissons sucrées, farines transformées, pain de mie blanc, pâtes. Les familles remplacent les aliments qu'elles produisent par des denrées achetées sur les marchés, adoptant des modes de consommation inspirés de ceux de la ville.

Des circonstances climatiques péjoratives

Aujourd'hui, 460 millions de personnes (36 % de la population africaine) sont exposées à au moins une forme de risque climatique, comme la sécheresse, la chaleur, le stress hydrique ou les inondations. D'ici 2050, ce nombre devrait presque doubler pour atteindre 900 millions de personnes (45 % de la population du continent) dans un scénario de réchauffement de 2 ° C. De grandes parties de l'Afrique pourraient faire face à une perte de productivité du travail liée au risque de réduction des heures de travail effectives due à la hausse de la chaleur et de l'humidité¹⁰.

Le changement climatique a déjà de nombreuses conséquences néfastes sur le continent africain, au Maghreb, notamment. Barrages insuffisamment remplis, nappes phréatiques surexploitées, pluviométrie au plus bas... La menace d'un manque d'eau fait courir un risque immédiat aux trois pays et à leur population.

Au Maroc, le barrage Al Massira, deuxième plus grand réservoir du pays, situé à 120 kilomètres au nord de Marrakech, était au début de l'année 2024 à sec. Le fleuve Oum Errabiâ, sur lequel est construit le

l'influence des génies de la brousse (voir Joan L. 2018. *Se nourrir et être enfant au Burkina Faso, A la croisée des savoirs anthropologiques et nutritionnels dans la boucle du Mouhoun*, Gret, Nogent-sur-Marne).

9. Popkin, B. M., Corvalan, C., & Grummer-Strawn, L. M., 2019. Dynamics of the double burden of malnutrition and the changing nutrition reality, *Lancet* n° 395.

10. Source : Bouchene, L., Cassim, Z., Engel, H., Jayaram, K., Kendall, A., (2021, novembre). *Green Africa : A growth and resilience agenda for the continent*, McKinsey Company.